

Une mission titanesque

Ils s'activent dans les gelées de l'hiver ou la canicule de juillet, dans la poussière ou dans la boue, souvent sous la pluie, parfois même la neige... Ils sondent dix mille hectares et fouillent plus de deux cent cinquante sites chaque année, dans toutes les régions de la France, en ville et à la campagne. Leur tâche est immense et l'enjeu ne l'est pas moins : sauvegarder les archives du sol que l'aménagement du territoire anéantirait s'ils n'intervenaient pas. Ils ont imposé leur discipline, l'archéologie préventive, après des décennies de destructions aveugles, et, depuis 2001, la loi leur reconnaît un rôle primordial. En dix ans, les archéologues ont accumulé un matériau considérable qui éclaire l'histoire de France d'un jour nouveau et vient nourrir la réflexion sur l'environnement, l'organisation sociale, la diversité culturelle ou l'inscription de l'homme dans le territoire...

L'archéologie est une science singulière qui s'attache aux vestiges que conserve le sol. Elle ne cherche pas de chefs-d'œuvre – bien qu'elle en trouve parfois – mais recueille et étudie les traces les plus diverses, et parfois les plus ténues, témoignant des climats, des paysages et des sociétés du passé. Pour préserver et étudier ce fragile patrimoine, tant en France métropolitaine que dans les départements d'outre-mer, l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) a été créé en 2002. Il regroupe aujourd'hui près de mille sept cents archéologues et compte des spécialistes de toutes les périodes.

Détecter les vestiges

Chaque année, plusieurs centaines de kilomètres carrés sont concernés par des travaux d'aménagement : routes, lignes à grande vitesse, carrières, zones à vocation commerciale ou industrielle, parkings, logements... Six à huit pour cent de ces projets sont précédés d'études prescrites par l'État. Les archéologues interviennent alors sur le terrain pour évaluer le potentiel archéologique des sites et la menace qui pèse sur les vestiges. Ils procèdent à un diagnostic : dans la plupart des cas, il s'agit de réaliser à la pelle mécanique des tranchées, régulièrement espacées, afin d'identifier la présence éventuelle de traces du passé. Ils déterminent l'état de conservation des sols, la répartition et le nombre de vestiges, leur chronologie. Enfin, ils tentent une première restitution des différentes occupations humaines.

Protéger le patrimoine archéologique

À l'issue de ces premières investigations, et quand le site le justifie, l'État prend des mesures de protection. La plus radicale et la plus rare est le classement au titre des « Monuments historiques ». Dans d'autres cas, afin de limiter l'impact des futures constructions, des solutions techniques sont mises en œuvre, comme la création de bâtiments sur pilotis ou de routes sur remblai. Mais si l'on ne peut ni classer ni contourner le site, la fouille s'impose ; lorsqu'on est confronté à la disparition programmée des vestiges, cette méthode scientifique – invariablement destructrice puisque les archéologues démontent et analysent les sols couche après couche pour mettre au jour les vestiges – permet l'enregistrement du site et son étude ultérieure. Les chercheurs parlent de « sauvegarde par l'étude ».

Ainsi la plupart des sites (fermes, villages, ateliers, temples, nécropoles) présentés dans cet ouvrage ont-ils disparu : ils ont fait l'objet de fouilles avant de laisser la place à des infrastructures. En dix ans, plus de deux mille fouilles préventives ont été menées en France par l'Inrap, sur environ deux pour cent des surfaces construites. Longtemps mal perçu par les aménageurs, cet impératif de sauvegarde et de recherche est aujourd'hui mieux accepté, à

l'instar des mesures de protection de l'environnement, auxquelles il est souvent comparé. Mais si l'on peut « restaurer » un paysage, replanter la forêt ou réintroduire une espèce animale, la destruction du patrimoine archéologique est, quant à elle, irrémédiable et doit donc être limitée.

Une archéologie du territoire

Longtemps, les archéologues ont concentré leurs efforts sur des sites déjà connus (grottes préhistoriques, places fortes gauloises, monuments romains...), qui livraient des informations précieuses mais limitées. Depuis qu'existe l'archéologie préventive, la recherche scientifique a changé d'échelle et d'objet. Il ne s'agit plus d'étudier des sites d'exception, mais d'appréhender des territoires dans leur ensemble et de connaître les sociétés humaines à travers le temps. Grâce à l'importance des surfaces abordées – il s'agit parfois d'un tracé de plusieurs centaines de kilomètres –, les archéologues perçoivent dans la durée le climat, les paysages, les modes de vie, les peuplements successifs et l'occupation du territoire. À l'aune des aménagements actuels, qui touchent parfois le sous-sol sur des milliers d'hectares, ils peuvent interpréter les choix opérés par l'homme au cours des millénaires.

À l'issue de la fouille, ils font appel à l'ensemble des géosciences (sciences de la vie, sciences environnementales), à la chimie et à la physique, pour interpréter les éléments les plus ténus. Ces disciplines, auxquelles l'archéologie a recours de plus en plus, viennent enrichir les travaux de recherche qui prolongent le terrain, en permettant d'analyser, de dater ou d'illustrer les données récoltées.

L'archéologie préventive apporte donc une extraordinaire moisson d'informations qui renouvelle la connaissance de notre histoire, depuis les premières installations de l'homme en Europe, il y a plus d'un million et demi d'années, jusqu'aux événements majeurs du ^{XX}^e siècle. Cette nouvelle approche s'appuie sur les traces matérielles des sociétés humaines, là où on se réfère traditionnellement aux archives écrites (hormis, bien sûr, pour la préhistoire).

Les données archéologiques permettent de mieux comprendre les liens unissant les sociétés à leurs territoires. Dans cet ouvrage, nous avons tenté de retracer ces relations. Elles commencent avec la préhistoire, lorsque le territoire – marqué par une nature sauvage et des changements de climat – est « subi » par l'homme. Puis vient le temps du territoire « choisi » par les premiers paysans du Néolithique qui, venus par le Danube et la Méditerranée, défrichent et valorisent une Europe au sortir de la dernière glaciation. Une grande prospérité économique et le développement des cités marquent le territoire « en construction » du second âge du Fer et de l'Empire romain. Le Moyen Âge voit le territoire « aménagé » par le forçage des milieux naturels et le développement urbain. Enfin, aux époques moderne et contemporaine, périodes de transformations sans précédent, on passe au territoire « industrialisé » d'aujourd'hui. Pour cette dernière partie, sont aussi mis en exergue des phénomènes mal documentés comme l'esclavage colonial ou la terrible réalité matérielle des grands conflits mondiaux.

Cette mise en perspective de plus d'un million et demi d'années en France n'aborde qu'une partie des recherches menées par les archéologues de l'Inrap. Elle se fonde souvent sur des hypothèses que viendront compléter ou corriger les découvertes futures et l'évolution des méthodes de détection, de fouille et d'étude des archives du sol. Nous évoquons cent soixante-huit chantiers dans cet ouvrage, et nous n'aurions pu le faire sans la généreuse collaboration de leurs responsables scientifiques. Notre gratitude va également à tous les

autres archéologues, dont le travail vient nourrir nos réflexions. Il reste tant à découvrir de notre patrimoine archéologique !

Cyril Marcigny et Daphné Bétard